Comment mesurer les écarts entre les degrés d'urbanité et les titres urbains ? Le cas des villes coloniales portugaises du Minas Gerais (Brésil, XVIII^e-début XIX^e siècles)

Measuring the Gaps between Degrees of Urbanization and Urban Titles. The Case of Portuguese Colonial Towns of Minas Gerais (Brazil, 18th-early 19th Century)

Claudia Damasceno Fonseca

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoiremesure/3944>

DOI : 10.4000/histoiremesure.3944

ISSN : 1957-7745

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2009

Pagination : 109-146

ISBN : 978-2-7132-2214-6

ISSN : 0982-1783

Référence électronique

Claudia Damasceno Fonseca, « Comment mesurer les écarts entre les degrés d'urbanité et les titres urbains ? Le cas des villes coloniales portugaises du Minas Gerais (Brésil, XVIII^e-début XIX^e siècles) », *Histoire & mesure* [En ligne], XXIV-2 | 2009, mis en ligne le 31 décembre 2009, consulté le 02 juin 2022.

URL : <http://journals.openedition.org/histoiremesure/3944> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoiremesure.3944>

Cláudia Damasceno Fonseca*

Comment mesurer les écarts entre les degrés d'urbanité et les titres urbains ? Le cas des villes coloniales portugaises du Minas Gerais (Brésil, XVIII^e-début XIX^e siècle)

Résumé. Cet article se propose d'étudier les villes minières fondées par les Portugais en Amérique à partir des représentations des contemporains concernant la taille, la richesse, le prestige des localités et la valeur attribuée aux titres urbains (*vila, cidade*). Si aujourd'hui il semble naturel de donner la prééminence aux aspects démographiques et économiques pour mesurer l'importance et « l'éclat » des villes, ce n'était pas le cas dans le passé. La référence au nombre d'habitants regroupés dans les villes et villages (*ciudades, vilas* et *arraiais*) n'est pas fréquente dans les sources du XVIII^e siècle. Différents types de documents donnent d'autres critères d'évaluation des établissements urbains : l'ancienneté, les faits glorieux du passé, la « capacité » de la population (c'est-à-dire la supériorité numérique de la population blanche), la présence d'élites urbaines, la salubrité, la fertilité et les « commodités » du site, la quantité et la « noblesse » des maisons et la richesse des églises de confrérie. Il convient donc de comparer les résultats des analyses basées sur des indicateurs démographiques et économiques avec un « palmarès » des localités établi à partir d'une grille d'analyse composée de variables qui figurent dans ces sources.

Abstract. *Measuring the Gaps between Degrees of Urbanization and Urban Titles. The Case of Portuguese Colonial Towns of Minas Gerais (Brazil, 18th-early 19th Century).* This article examines the mining towns founded by the Portuguese in America. The analysis is based on how the size, wealth and prestige of localities were represented at the time, and on the value of urban titles (*vila, cidade*). While it now seems natural to give prominence to its economic and demographic aspects when assessing a city's importance and luster, this was not the case in the past. Reference to the number of people gathered in cities, towns and villages (*ciudades, vilas* and *arraiais*) is not commonly found in 18th-century sources: mentions are few and rather vague. Different types of documents suggest that there were other criteria for assessing urban settlements. Some of them seem to have been more important than demography: a city's age and its glorious past, its population's 'ability' (i.e. the numerical superiority of the white population), the presence of urban elites, productiveness of and 'conveniences' on urban sites, the number of 'noble' houses and the opulence of brotherhood churches. It is therefore appropriate to compare the results of analyses based on demographic and economic indicators with a 'town-ranking' established from an analytical framework of the variables featured in these sources.

* CREDAL (Centre de Recherches et de Documentation de l'Amérique Latine), Université de Paris 3-Sorbonne Nouvelle, 17 rue de la Sorbonne – 75 231 Paris Cedex 05. E-mail : cldamasceno@gmail.fr

Durant le ^{xvi}^e et le ^{xvii}^e siècle, la plupart des villes fondées par les Portugais en Amérique se situaient sur la côte atlantique. Des concentrations humaines plus importantes ainsi qu'un premier véritable réseau urbain à l'intérieur de la colonie ne voient le jour qu'au début du ^{xviii}^e siècle, à la suite de la découverte de plusieurs gisements d'or et de diamants dans le *Sertão dos Cataguases*. Cette région d'accès difficile, méconnue et très montagneuse, ne tardera pas à prendre le nom de *Minas Gerais* – expression qui, à l'époque, est entendue comme « mines contiguës » – et à se constituer en tant que capitainerie – unité politico-territoriale dirigée par un « gouverneur et capitaine-général » nommé par le roi du Portugal.

Le « caractère urbain » du peuplement du Minas Gerais au ^{xviii}^e siècle est, à juste titre, considéré par l'historiographie brésilienne comme l'une des principales particularités qui distinguent cette région des autres parties de l'Amérique portugaise¹. En effet, en très peu d'années, l'exploitation minière, ainsi que l'agriculture, l'élevage et surtout l'activité commerciale intense qui se développe dans la région permettent la mutation de plusieurs noyaux de peuplement précaires – campements de mineurs, lieux de rassemblement de troupes de marchands, étapes au bord des chemins – en agglomérations bien peuplées et convenablement bâties. Celles-ci voient se développer des formes de sociabilité typiquement urbaines et une culture artistique profondément marquée par le métissage, sans égale dans la colonie.

Cet ensemble d'agglomérations ne peut pas être considéré comme un simple « semis », ni comme une « armature urbaine », car cela exclurait les relations non hiérarchisées – c'est-à-dire celles qui ne sont pas directement liées à l'administration². Nous sommes en effet en présence d'un véritable *réseau urbain* – quelle que soit l'acception que nous adoptons pour cette notion polysémique et ambiguë³. De fait, les sources démontrent l'existence de relations et de flux entre villes et campagnes (liées à la question de l'approvisionnement des chefs-lieux), de rapports interurbains (souvent conflictuels), ainsi que de zones polarisées par les divers *arraiais*⁴ (villages) et *vilas*, du point de vue administratif, commercial, religieux.

1. BOSCHI, C., 1994, p. 63.

2. BRUNET, R. & al., 1992, articles « semis » et « armature urbaine ».

3. Sur la variété des notions et des approches géographiques liées aux expressions « réseau urbain », « armature urbaine » ou « système de villes », voir notamment D. PUMAIN & M.-C. ROBIC, 1999, p. 72-75 ainsi que D. PUMAIN & M.-C. ROBIC, 1994, p. 107-162.

4. Dans les régions minières de l'Amérique portugaise, le mot *arraial* (*arraiais* au pluriel) désignait des agglomérations (*povoações*) de taille variable qui n'avaient pas le titre de *vila*.

Plus de trois cents *arraiais* se sont constitués au cours du XVIII^e et du début du XIX^e siècle, dont 89 étaient des sièges de paroisses (les autres ne possédaient qu'une chapelle succursale). Toutefois, pendant cette période, seulement seize parmi ces nombreux établissements recevront de la couronne le titre de *vila*, et avec lui la fonction de chef-lieu d'une circonscription civile (le *concelho*, ou *município*) administrée par une *câmara* – corps d'officiers municipaux ayant des attributions judiciaires, administratives, militaires et fiscales. Certaines de ces *vilas* ont également exercé la fonction de chef-lieu de *comarca* (grande circonscription judiciaire). Enfin, seulement l'un de ces sièges municipaux reçoit le titre de *cidade*, placé au sommet de la hiérarchie urbaine portugaise : Mariana, devenue siège de l'évêché du Minas Gerais en 1745⁵.

Figure 1. Capitainerie de Minas Gerais. Hiérarchie urbaine (1798)

5. DAMASCENO FONSECA, C., 2004, p. 47-64.

Or ce nombre de chefs-lieux paraît fort restreint, tant par rapport à l'extension territoriale du Minas Gerais (comparable à celle de la France) et à la quantité d'*arraiais*, que par rapport au nombre total de *vilas* créées en Amérique portugaise jusqu'à la fin de la période coloniale (1822). Sur un total de 213 *vilas* instituées par la couronne, seulement 7,5 % se situent dans cette capitainerie, alors qu'elle accueille plus de 20 % de la population de la colonie, et le plus grand contingent d'esclaves⁶. Cet aspect a retenu notre attention, d'autant que, durant cette période, plusieurs *arraiais* florissants ont sollicité auprès du roi, sans succès, l'attribution du titre de *vila*.

De ce constat ont émergé plusieurs questions. Les localités refusées ne remplissaient-elles pas les conditions requises pour accéder à la promotion urbaine, ou ces refus relèvent-ils plutôt de stratégies de la couronne, voire d'enjeux politiques locaux ? Quels pouvaient être les critères retenus pour juger de la capacité des *arraiais* à constituer des chefs-lieux de *concelhos* ? Comment les contemporains hiérarchisaient-ils les établissements humains ?

En effet, s'il semble évident que les établissements *mineiros* fonctionnaient en réseau, le concept d'*urbanité* mérite d'être approfondi : peut-on qualifier comme *urbaine* chacune des agglomérations dont se compose le réseau en question ? Y a-t-il une cohérence entre les titres portés par les localités, les fonctions administratives qu'elles exercent, et leur niveau de développement économique, démographique, physique, social et culturel ? Est-ce que toutes les agglomérations qui ont un titre peuvent être considérées comme réellement « urbaines » – comme de véritables « villes » ? Au-delà de la hiérarchie imposée par l'administration civile et ecclésiastique, qui implique une taxinomie urbaine spécifique, il s'agit de s'interroger sur d'autres paramètres capables de rendre compte des différents degrés d'urbanisation des *vilas* et *arraiais* de la capitainerie – ce qui exige une lecture critique des sources disponibles et utiles pour établir la palette des degrés d'urbanité dans le Minas Gerais.

Dans son analyse des niveaux d'urbanisation des villes de la France moderne (1740-1840), Bernard Lepetit a proposé une méthode qui consiste à croiser deux systèmes de classement. Le premier est quantitatif et se fonde sur les définitions actuelles de la ville. Son instrument de mesure est l'indice d'urbanisation ; celui-ci est construit – et continuellement mis à l'épreuve – par la mobilisation de données chiffrées de différentes époques

6. IGLÉSIAS, F., 1960, t. II, vol. 2, p. 364-382. Cette incohérence numérique a été remarquée par l'auteur, qui l'a attribuée « à des questions de nature politique et administrative » qu'il n'a cependant pas explicitées.

et de nature variée – dénombrements de population, documents fiscaux, budgets municipaux. Les cartes réalisées à partir de ces indices montrent la distribution spatiale des communes « urbaines » (définies par un seuil minimum de population et de richesse) à des périodes données et peuvent indiquer des contrastes régionaux ou des situations d'équilibre ; leur rapprochement révèle des ruptures et des écarts ou, au contraire, des configurations de longue durée.

Le deuxième système est qualitatif et part du principe que « si la géographie ou l'histoire des taxinomies urbaines ne sont pas celles de l'urbanisation, elles en constituent des indicateurs »⁷. Les dénominations génériques utilisées pour classer les établissements humains groupés – ville, bourg, bourgade, village, hameau – sont définies selon un certain nombre de critères qui se modifient au fil du temps, car ces mots désignent des objets qui sont eux-mêmes changeants. Ainsi, au milieu du XVIII^e siècle, la disparition progressive des vieilles représentations culturelles – qui en France s'attachent notamment à la présence de murailles, à l'histoire et aux privilèges – face à la multiplication des images fonctionnelles de la ville signale une modification des réalités urbaines. Selon l'auteur, « le jeu des clivages, les glissements du vocabulaire, les confrontations ou les heurts entre principes taxinomiques différents », que l'on peut identifier en analysant les représentations urbaines sur une période suffisamment longue, sont, « comme les variations des taux, révélateurs des niveaux et des formes de l'urbanisation »⁸ – ou, en d'autres termes, des « différents degrés d'enracinement du phénomène urbain »⁹. La démarche consiste donc à rapprocher les données quantitatives des systèmes de dénominations, ce qui « permet d'éclairer l'un par l'autre deux modes de classement »¹⁰. Suivant cette démarche, on glisse « des chiffres aux mots », on passe « d'une description quantifiée du phénomène urbain à une analyse des modes de représentation de la ville »¹¹.

Il est possible et utile de s'inspirer de cette démarche pour mesurer les degrés d'urbanisation des agglomérations du Minas Gerais, pour plusieurs raisons. D'une part, la « description quantifiée » du phénomène urbain au Minas Gerais présente des difficultés semblables à celles rencontrées par les historiens des villes françaises du XVIII^e siècle (sources démographiques et économiques lacunaires et pas toujours fiables). D'autre part, les documents

7. LEPETIT, B., 1988, p. 22.

8. LEPETIT, B., 1988, p. 22.

9. LEPETIT, B., 1988, p. 33.

10. LEPETIT, B., 1988, p. 30.

11. LEPETIT, B., 1988, p. 52.

consultés démontrent que, lorsqu'il s'agissait d'évaluer et de mesurer l'importance et l'éclat des villes, les contemporains ne donnaient pas toujours la prééminence aux aspects démographiques et économiques. La référence au nombre d'habitants regroupés dans les villes et villages (*ciudades*, *vilas* et *arraiais*) n'est pas fréquente dans les descriptions du XVIII^e siècle, tandis que différents types de sources permettent de connaître d'autres critères d'évaluation des établissements humains, dont certains semblent être plus prépondérants que la démographie : l'ancienneté, les faits glorieux du passé, la « capacité » de la population (c'est-à-dire la supériorité numérique de la population blanche par rapport aux Noirs et Métis), la présence d'élites urbaines (nobles, avocats, magistrats, fonctionnaires de la couronne), la salubrité, la fertilité et les commodités du site, la quantité et la « noblesse » des maisons à étage (*sobrados*), le nombre et la richesse des églises de confrérie.

Il convient donc de comparer les résultats des analyses fondées sur les indicateurs démographiques et économiques disponibles avec un « palmarès » des localités établi à partir d'une grille d'analyse composée de variables qui figurent dans les textes anciens : comme l'avait remarqué B. Lepetit, « les classements que nous proposons ne sont ni meilleurs ni pires que les rangements élaborés par les contemporains ; ils reposent sur des critères différents, mais constituent une opération de même nature »¹².

Lorsque les notables du Minas Gerais sollicitent la promotion de leurs agglomérations dans la hiérarchie urbaine, ils essaient de mettre en avant les divers attributs des localités. Ces discours fournissent ainsi des indications sur les critères qui étaient alors considérés comme pertinents pour rendre compte du degré de développement des agglomérations et pour juger de leur vocation ou « capacité » à constituer des sièges d'administration. Outre cette correspondance, des descriptions urbaines produites dans d'autres contextes permettent également d'identifier les valeurs et les rôles attribués aux fonctions administratives par les esprits de l'époque, ainsi que les qualités que devaient présenter les agglomérations pour prétendre aux titres urbains.

1. La taille démographique

La référence au nombre d'habitants regroupés dans les *arraiais* et *vilas* du Minas Gerais n'est pas fréquente dans les sources du XVIII^e siècle, les rares mentions qu'on peut y trouver étant assez vagues : bien souvent il n'est question que d'un « lieu bien peuplé » (*lugar bem povoado*), d'une

12. LEPETIT, B., 1988, p. 21.

« grande agglomération » (*grande povoação*) ou d'une « vila de beaucoup de personnes » (*de bastante gente*)¹³.

Lorsque des chiffres apparaissent, il s'agit le plus souvent du nombre de feux (*fogos*) de la localité. On peut noter que les expressions utilisées et le type de données qui prédominent dans ces documents – *arraial* « plus grand », « 80 maisons », etc. – fournissent des images qui concernent plus l'extension de la surface bâtie ou la taille au sol des agglomérations que leur poids démographique. Cela rejoint les observations faites par B. Lepetit à propos de l'évolution de la notion de ville : analysant les descriptions géographiques françaises entre la deuxième moitié du xvii^e et la première moitié du xix^e siècle, il conclut au caractère tardif de la prééminence accordée au nombre d'habitants en tant que critère d'évaluation des établissements urbains¹⁴. De fait, avant la fin de l'Ancien Régime, le mot « grandeur » se référait à la taille de la surface bâtie, la hiérarchisation des villes étant fondée sur l'espace qu'enserraient les murailles. L'insistance portée sur le nombre de maisons pouvait ainsi ressortir aussi bien d'un intérêt naissant pour la densité de population que d'une vision culturaliste de la ville – les maisons étant un « élément du grand théâtre urbain »¹⁵.

Cependant, ce manque de définition et de précision des données démographiques – caractéristique des recensements portugais du xviii^e siècle – peut ne pas être uniquement le produit d'un outillage mental dominant à l'époque, mais constituer aussi une stratégie politique¹⁶. Comme la couronne n'avait jamais établi ou diffusé des critères clairs (et notamment un seuil minimum de population) pour mesurer l'aptitude d'une agglomération à porter le titre de *vila*, ou à exercer d'autres fonctions, les décisions étaient prises au cas par cas ; en effet, la taille démographique des *ciudades* et *vilas* du royaume portugais était extrêmement variable¹⁷.

La première difficulté que présentent les analyses du réseau urbain du Minas Gerais au xviii^e siècle tient donc à cette perception subliminale de la démographie, qui se traduit par la rareté et l'imprécision des données disponibles. Pour des raisons qui tiennent à la fiscalité¹⁸, les informations

13. DAMASCENO FONSECA, C., 2003, p. 352-355.

14. LEPETIT, B., 1979, p. CII.

15. LEPETIT, B., 1979, p. CVIII.

16. SILVA, A. N., 1998, p. 257.

17. OLIVEIRA, C., 1996, p. 63-77.

18. De 1735 à 1750, le système de *capitação* est en vigueur dans la capitainerie. Il s'agit d'une taxe par tête d'esclave, qui requiert des dénombrements réguliers de cette caté-

dispersées dont on dispose concernent uniquement le nombre d'esclaves adultes¹⁹. Le premier recensement qui indique les effectifs de la population libre et esclave de la capitainerie (avec des informations sur leur distribution par sexe et par couleur de peau) date de 1776, mais les données se réfèrent à des circonscriptions très vastes (les quatre *comarcas*²⁰).

La deuxième difficulté majeure des études de démographie urbaine est très liée à la première et relève justement de l'échelle des unités spatiales adoptée dans les statistiques. Jusqu'à présent, aucun document ou fonds permettant de comparer le poids démographique des établissements urbains de Minas Gerais dans leur ensemble – ne serait-ce qu'à un moment donné du XVIII^e siècle – n'a été trouvé dans les archives portugaises et brésiliennes. Nous ne disposons que de données éparses concernant le nombre d'âmes ou de feux de quelques noyaux urbains : la plupart des chiffres se réfèrent à des espaces beaucoup plus vastes que ceux occupés par les habitats groupés. De plus, ces données sont généralement peu fiables, notamment à cause de l'ambiguïté des toponymes.

Pour mieux comprendre cet aspect, il convient de rappeler les caractéristiques du modèle portugais d'organisation politico-territoriale. Son unité de base est le *concelho* (l'équivalent de *município*) – circonscription gouvernée par une *câmara*, corps d'officiers municipaux qui jouit de l'autonomie judiciaire (en première instance) et administrative²¹. Les *concelhos* possèdent un chef-lieu, qui porte le titre de *vila* (ou plus exceptionnellement, de *cidade*), où siège le conseil municipal (*câmara*), et englobent aussi un vaste territoire qui est soumis aux mêmes autorités – le *termo*. Les *termos* du Minas Gerais sont très vastes, contenant souvent plusieurs paroisses (dont celle du chef-lieu), qui sont également très étendues. Ces territoires incluent plusieurs « villages » (*arraiais*) de différentes tailles, ainsi que des zones rurales, d'habitat dispersé, dont les habitants dépendent de la même municipalité. Comme la *vila* et le *concelho* (et souvent la paroisse où se situe la *vila*) ont le même toponyme, les données statistiques, peu précises quant à l'unité spatiale prise en compte, peuvent facilement être mal interprétées.

gorie d'habitants.

19. Sur les sources démographiques des villes du Minas Gerais, consulter C. DAMASCENO FONSECA & R. VENANCIO, 2008, ainsi que la bibliographie indiquée dans cette étude.

20. *Comarca* : circonscription judiciaire ; territoire de juridiction du *ouvidor*, chargé de l'administration de la justice en deuxième instance.

21. Les *concelhos* sont regroupés en des circonscriptions plus vastes, les *comarcas* (voir note précédente).

La majorité des données statistiques disponibles pour le XVIII^e et même pour le XIX^e siècle concernent les paroisses et les *concelhos*. Or ces chiffres ne sont pas seulement imprécis, mais ils ont une utilité très limitée par rapport à l'usage que nous voudrions en faire ici. Dans la plupart des cas, le nombre d'habitants mentionné ne correspond pas à celui de la population qui nous intéresse plus particulièrement – celle que nous pourrions appeler « urbaine » ou « agglomérée » ; par conséquent, ces données sont souvent plus utiles pour établir des comparaisons régionales, que pour évaluer les « niveaux d'urbanisation » ou les « différents degrés d'enracinement du phénomène urbain »²².

Ce n'est que dans la deuxième décennie du XIX^e siècle que les sources démographiques deviennent plus fiables et plus détaillées. Pour la fin de la période coloniale, nous avons des données recueillies à partir de 1823 et publiées en 1826 et 1830²³. On peut considérer que ces sources ont une fiabilité suffisante, puisque l'auteur en a lui-même indiqué les faiblesses : la population de certaines circonscriptions a dû être « présumée ou devinée » car les autorités locales n'ont pas remis les listes sollicitées²⁴.

Le tableau publié en 1830 est le plus utile : *Relação das cidades, Vilas e Povações da Província de Minas Gerais com declaração do número de fogos de cada uma*²⁵. Dans ce recensement, le nombre d'habitants n'est pas fourni : comme son titre l'indique, il est question ici uniquement du nombre de feux (*fogos*) de chaque établissement. L'espace de référence est l'habitat groupé : nous y trouvons le nombre de feux des *vilas* et d'un nombre important d'*arraiais* appartenant à chaque territoire municipal. Ainsi, ces données permettent à la fois d'estimer l'importance démographique de chaque localité – à travers le nombre de feux (et de familles qui y vivent)²⁶ – et, par extension, d'avoir une idée de la taille au sol et de la surface bâtie des agglomérations.

22. Voir LEPETIT, B., 1988, p. 33.

23. CARVALHO, T. F. de, 1922, p. 71-100.

24. CARVALHO, T. F. de, 1922, p. 97-98.

25. Document établi par L. M. S. PINTO et publié dans la *Revista do Arquivo Público Mineiro*, II, 1897, p. 18-28.

26. Il convient de préciser la définition du mot portugais *fogo*. Selon le dictionnaire de Raphaël Bluteau (1712), *fogo* est un synonyme de *familia*, c'est-à-dire de famille, de foyer. Dans le Minas Gerais, le nombre de *fogos* ou *familias* correspond *grosso modo* à celui des maisons, puisque celles-ci étaient en général petites (avec un simple rez-de chaussée) et n'abritaient qu'une seule famille.

Bien qu'elles soient un peu tardives par rapport à la période que nous considérons, les données sur le nombre de feux des *vilas* et *arraiais* du Minas Gerais en 1830 peuvent être une base de référence utile pour effectuer des comparaisons sectorisées. Nous ne prendrons pas en considération la totalité des agglomérations de l'époque coloniale répertoriées dans ce tableau statistique, qui contient des données sur plus de trois cents *vilas* et *arraiais*. Un choix s'est imposé, et le chemin à suivre a paru assez évident.

Ce qui importe ici, c'est de vérifier jusqu'à quel point le degré de développement économique et démographique des localités est cohérent avec la place qu'elles occupent dans la hiérarchie civile et ecclésiastique. Ainsi, l'analyse se focalisera essentiellement sur les chefs-lieux de circonscriptions juridiques et administratives (*julgados*²⁷, *concelhos*, *comarcas*) et sur les *arraiais* qui constituent sièges de paroisses – sans oublier le florissant *arraial* du Tejuco²⁸, lieu de résidence de l'Intendant des Diamants, qui n'est devenu siège de paroisse qu'en 1819, et n'a reçu le titre de *vila* qu'en 1831.

L'échantillon se compose de soixante-quatre sièges de paroisses, dont un certain nombre sont également chefs-lieux d'autres types de circonscriptions civiles et ecclésiastiques.²⁹ Le tableau ci-dessous présente les localités classées selon cinq rangs, établis par rapport à leur démographie, à leurs titres (*vila*, *cidade*) et à leurs fonctions administratives (Tableau 1). En effet, le classement par ordre décroissant par rapport au nombre de feux des localités a fait apparaître quelques coupures évidentes à l'égard de leurs fonctions ; d'autres seuils sont établis à partir d'éléments trouvés dans des sources textuelles, que nous expliciterons par la suite.

On note d'emblée qu'une partie considérable du réseau *mineiro* est composée d'agglomérations très modestes, de rang 4 et 5 : considérées ensemble, ces deux catégories correspondent à 39,1 % de l'échantillon. Audessous de 96 feux, il n'y a pratiquement que des *arraiais* dont la seule fonction est d'ordre religieux : à côté de chefs-lieux de paroisses anciennes, créées dans les tout premiers centres miniers, figurent ceux institués pendant la seconde moitié du XVIII^e siècle dans les nouveaux fronts pionniers (miniers et agricoles) de la capitainerie.

27. Circonscription à l'autonomie judiciaire incomplète, et qui n'a pas d'autonomie administrative. Les *julgados* n'ont pas de corps municipaux, mais seulement un juge élu localement (*juiz ordinário*) et des greffiers.

28. Il s'agit de l'actuelle ville de Diamantina, Patrimoine Mondial de l'Unesco depuis 1999.

29. Pour connaître la liste des localités, et pour plus de détails, consulter C. DAMASCENO FONSECA, 2003, chapitre VIII, p. 377-379.

Tableau 1. *Démographie, titres et fonctions urbaines.*
Distribution des localités par rang

<i>Rang</i>	<i>Nombre de feux</i>	<i>Nombre de localités appartenant à ce rang</i>	<i>Fonctions de chef-lieu</i>	<i>Titre/dénomination</i>	<i>%</i>
1	> 1 000	1	CA, Cm, Co (1)	<i>vila</i>	1,6
2	500-1 000	6	E, Co (1) Cm, Co (4) ID (1)	<i>cidade</i> <i>vila</i> <i>arraial</i>	9,3
3	96-500	32	Co (10) J (2) Pa (20)	<i>Vila</i> <i>arraial</i> <i>arraial</i>	50,0
4	51-96	14	Pa (14)	<i>arraial</i>	21,9
5	2-50	11	Pa (11)	<i>arraial</i>	17,2

Chefs-lieux de circonscriptions civiles : *Capitania de Minas Gerais* (CA), *Comarca* (Cm), *Intendência dos Diamantes* (ID), *Concelho* (Co), *Julgado* (J). Chefs-lieux de circonscriptions ecclésiastiques : Évêché (E), Paroisse (Pa).

Source. PINTO, L. M. S., 1897.

Il semblerait par ailleurs que, pour les autorités métropolitaines, les agglomérations de rang 5 – c’est-à-dire celles qui possèdent moins de 50 feux – aient été en dessous d’un seuil minimum « d’urbanité » et de civilité. En 1766, le roi envoie des instructions au gouverneur sur les dispositions à prendre pour éviter les « violences atroces » commises par les vagabonds et les bandits qui vivaient « dans les *sertões* [la brousse] de cette capitainerie, séparés de la Société Civile et du Commerce ». Ces marginaux devaient être contraints de quitter ces lieux sauvages pour s’installer dans des agglomérations « d’au moins 50 feux, qui aient un juge et des officiers municipaux »³⁰.

Le rang 3, qui comprend les *vilas* et les *arraiais* possédant entre 96 et moins de 500 feux, constitue la tranche la plus représentée, correspondant à 50 % du total. Ici, le choix du seuil inférieur a été fait en fonction du constat suivant : c’est à partir de 96 feux qu’apparaît la première localité ayant reçu le titre de *vila* et le rôle de chef-lieu de *concelho* : la Vila de Jacuí, l’une des deux dernières à avoir obtenu cette promotion pendant la période coloniale. Précisons que 20 localités sur 32 possèdent moins de 200 feux, et seulement 12 se situent entre 200 et 400 feux (la Vila de Campanha, la plus importante, en possède 398). À part la Vila de Jacuí, nous trouvons dans ce groupe 9 autres chefs-lieux de *concelhos* : cinq parmi eux ont reçu le titre

30. Lettre du 22 juillet 1766, citée par L. M. SOUZA, 1990, p. 124-125.

de *vila* tardivement (entre 1789 et 1814), alors que les autres font partie des neuf *vilas* créées dans la période 1711-1730. Au rang 3 appartiennent également deux *arraiais* qui ont exercé la fonction de chef-lieu de *julgado* et qui se situent dans la tranche des 150-200 feux. Les vingt localités de ce rang qui étaient simplement sièges de paroisses présentent des poids démographiques très variables, allant de 101 à 396 feux ; certaines parmi elles étaient d'ailleurs bien plus peuplées que des localités qui ont obtenu le titre de *vila* ou la fonction de *julgado*. Soulignons qu'un certain nombre de ces sièges de paroisse possèdent plus de 200 feux et font partie de ceux qui ont demandé, sans succès, le titre de *vila* au cours du XVIII^e siècle³¹. En effet, la plupart des concessions du titre de *vila* ainsi que les refus de cette promotion urbaine ont été motivés surtout par des arguments d'ordre politique³².

Les localités ayant exercé des fonctions administratives plus prestigieuses possèdent plus de 500 feux. Le rang 2 réunit quatre des cinq sièges de *comarcas* (tribunaux de deuxième instance) institués entre 1714 et 1815 dans le Minas Gerais ; ces localités sont également des chefs-lieux de *concelhos*³³. Parmi ceux-ci, le plus important est la Vila de São João del-Rei, la deuxième localité la plus peuplée du Minas Gerais : en 1830 elle possédait 891 feux, malgré les démembrements successifs que son territoire a connus³⁴. Au rang 2 appartient également l'*arraial* du Tejuco, siège du District des Diamants : malgré ses environ 800 feux et sa prospérité, il n'a pas obtenu le titre de *vila* avant 1831, car la présence d'une municipalité aurait pu constituer une entrave à la toute-puissance des intendants ; d'après des témoignages divers, cette agglomération constitue l'exemple le plus flagrant d'incohérence entre l'importance démographique et le titre porté par une localité de cette capitainerie. Enfin, le rang 2 inclut le siège de l'évêché du Minas Gerais : Mariana, l'ancienne Vila de Nossa Senhora do Carmo, qui comptait 515 feux en 1830 et qui fut la seule à recevoir le titre très convoité de *cidade* pendant la période coloniale³⁵.

Le rang 1 comprend une seule localité, exceptionnelle à plusieurs titres. Avec ses 1 206 feux en 1830, Vila Rica, chef-lieu du *concelho* de même nom, siège de la *comarca* do Ouro Preto et capitale de la capitainerie du Mi-

31. Santa Luzia (396 feux), Lavras do Funil (264 feux), Santa Bárbara (255 feux), Piranga (249 feux), Catas Altas do Mato Dentro (223 feux).

32. DAMASCENO FONSECA, C., 2003, chapitres III, IV, v.

33. Vila de São João del-Rei (891 feux), Vila de Sabará (617 feux), et Vila do Príncipe (500 feux) sont devenues sièges de *comarca* entre 1714 et 1720 ; la Vila de Paracatu do Príncipe (592 feux) n'a reçu cette fonction qu'en 1815.

34. Notamment après la création de la Vila da Campanha da Princesa, en 1798.

35. DAMASCENO FONSECA, C., 2004.

nas Gerais, est probablement la seule agglomération à avoir atteint (et dépassé) la barre des mille feux. Grâce à la présence du gouverneur, de l'*ouvidor* (juge de toge) et de plusieurs autres autorités civiles et militaires, Vila Rica exerçait une forte polarisation politique, mais aussi commerciale sur l'ensemble de la capitainerie. Comme nous le verrons plus loin, il s'agissait, vers 1776, de la plus riche municipalité en termes de ressources fiscales.

Pour le début du ^{xix}^e siècle, nous disposons d'autres données démographiques qui concernent les deux paroisses urbaines de Vila Rica (ce qui correspond, *grosso modo*, à l'agglomération du chef-lieu) et qui indiquent une population d'environ 8 000 à 9 000 habitants. Cette taille est comparable à celle de villes moyennes de la métropole, telles que Viana do Castelo, Lamego, Guimarães, Santarém, Lagos et Faro, agglomérations qui présentaient alors entre 1 300 et 2 500 feux, c'est-à-dire moins de 10 000 habitants³⁶.

Cependant, selon les témoignages recueillis sur place vers 1817 par le naturaliste Auguste de Saint-Hilaire, Vila Rica aurait atteint le seuil des 20 000 habitants au chef-lieu dans la période d'apogée de l'activité minière (entre 1750 et 1760)³⁷. D'un autre côté, les analyses que nous avons pu mener à partir des données disponibles pour la deuxième moitié du ^{xviii}^e siècle suggèrent que le chiffre le plus probable pour le milieu du ^{xviii}^e siècle se situe vers 16 000 habitants³⁸. Dans ce cas, Vila Rica pouvait à cette date être comparée à des villes portugaises plus importantes que celles citées précédemment, telles que Coimbra, Braga et Évora, qui comptaient autour de 3 500 à 4 000 feux – soit environ 15 000 habitants³⁹.

Rappelons qu'à cette période, les deux localités les plus peuplées de l'Amérique portugaise étaient les *ciudades* de Rio de Janeiro (avec 38 707 habitants et 5 812 feux dans les cinq paroisses urbaines en 1779-1789⁴⁰) et Salvador da Bahia (40 398 habitants en 1789) ; l'actuelle mégalopole de São Paulo ne comptait alors que 2 026 habitants au chef-lieu (1776-1779)⁴¹. D'autres données concernant le monde portugais permettent

36. SERRÃO, J. V., 1996, p. 76-77.

37. SAINT-HILAIRE, A., 1830, t. 1, p. 138.

38. DAMASCENO FONSECA C. et VENANCIO, R., 2008.

39. BAIROCH, P., 1988, p. 57. Ces données concernent seulement le chef-lieu.

40. CAVALCANTI, N., 2004, p. 255.

41. DAMASCENO FONSECA, C. et VENANCIO, R., 2008, p. 190-191. Quelques éléments de comparaison avec d'autres espaces coloniaux américains : en 1793, la ville de México comptait 113 000 hab. ; Lima, 53 000 hab. ; La Havane, 51 000 hab.. En 1800, il y avait 62 000 hab. à Philadelphie et 61 000 à New York. Voir R. M MORSE, 1971 ; G. B. NASH, 1987.

de mettre en perspective l'importance démographique de Vila Rica : au début du XVIII^e siècle, seules sept parmi les 51 *vilas* et *ciudades* du Portugal avaient plus de 2 500 feux : Coimbra, Braga, Setúbal, Évora et Elvas, ainsi que Porto et Lisbonne⁴².

Figure 2. Population (concelhos) en 1808

Il faut noter, en outre, que le « palmarès » des localités les plus peuplées présenté au le Tableau 1 s'altère lorsque, au lieu de prendre en compte uniquement les chefs-lieux, nous considérons la population totale des *concelhos*, à partir des recensements de 1808 : Vila Rica et São João del-

42. Quelques données concernant le début du XVIII^e siècle : Lisbonne, c. 40 000 feux ; Porto, c. 11 000 feux ; Coimbra et Braga, c. 4 000 feux ; Setúbal, Évora et Elvas, c. 3 500 feux (SERRÃO, J. V., 1996, p. 77).

Rei cessent d'être en tête de liste, cédant leur place à la *cidade* de Mariana, à la Vila de Sabará ainsi qu'à Vila de Campanha, à Vila Nova da Rainha, et à Vila do Príncipe – *vilas* qui possèdent des *termos* (territoires municipaux) plus étendus (Figure 2) ou un nombre plus important de villages (*arraiais*) soumis à leur juridiction (Figure 1). Ces résultats suggèrent ainsi que les territoires municipaux les plus peuplés sont ceux qui incluent davantage d'« habitats concentrés » – c'est-à-dire qu'il s'agit probablement des *concelhos* dont la plupart des habitants vivent dans des *arraiais*, et non dans des fermes dispersées de l'arrière-pays. Mais ce n'est pas pour autant que nous pouvons affirmer que les localités le mieux placées dans ce palmarès doivent être considérées comme étant les plus « urbaines », car la définition de la « ville » et de « l'urbain » prend en considération d'autres facteurs, économiques et socio-culturels.

2. La composition sociale : la « capacité » des habitants

En 1798, les officiers de la municipalité de São João del-Rei s'opposent à la concession du titre de *vila* à Campanha, essayant de prouver que l'*arraial* ne possède pas les attributs nécessaires à la fonction de chef-lieu de *concelho* :

« L'augmentation de la population, qui atteint le total de huit mille voisins [*vizinhos*] est la raison qu'ils présentent pour parvenir à leur but ; il faut noter cependant que [...] l'on ne doit pas avoir seulement égard à leur nombre, mais à leur qualité : les habitants de ce lieu sont pour la plupart des Mulâtres, des Métis et des esclaves, et Sa Majesté recommande dans ses lois que les juges doivent être élus parmi des hommes de naissance et de prestige ». ⁴³

Dans une société marquée par l'esclavage et par le métissage, les considérations d'ordre racial prennent une place importante dans l'appréciation des populations urbaines. En 1801, la composition de la population du Tejuco sert d'argument à un magistrat pour s'opposer à la promotion de l'*arraial* au rang de *vila* : cette localité ne compte que 1 582 Blancs, pour 7 706 Noirs et 3 444 Mulâtres⁴⁴. L'utilisation de la supériorité numérique de la population de couleur en tant que facteur dépréciatif des agglomérations peut surprendre, car il s'agissait d'un aspect qui caractérisait tout le Minas Gerais : nous savons que, pendant la deuxième moitié du XVIII^e siècle, la

43. Lettre de la *câmara* de São João del-Rei datée du 3 avril 1798, *Revista do Arquivo Público Mineiro*, I, 1896, p. 461-465.

44. Lettre du 30 janvier 1801, AHU-MG (Arquivo Histórico Ultramarino, Lisbonne, Documentos avulsos relativos à Capitania de Minas Gerais), cx. 156, doc. 25.

population blanche était minoritaire dans les quatre *comarcas*⁴⁵, et probablement dans chacun des *concelhos* de la capitainerie⁴⁶. Cela nous autorise à supposer qu'à l'intérieur des agglomérations urbaines – dans les *arraiais* mais aussi dans les *vilas*, y compris dans celles qui exerçaient les fonctions prestigieuses de chef-lieu de *comarca* – la structure de population était similaire à celle qu'on attribue à Tejuco.

Pour les années 1808-1820, on dispose de dénombrements de population individualisés pour presque tous les *concelhos* de la capitainerie⁴⁷. Ces sources confirment que les hommes blancs étaient une minorité dans tous les territoires municipaux. Dans celui de Vila do Príncipe, ils ne représentaient que 14,8 % de la population masculine (4 584 hommes blancs pour 14 483 noirs et 11 861 métis⁴⁸) ; or, à Tejuco, la proportion était de 12,42 %, selon une proportion légèrement inférieure à celle du chef-lieu de la *comarca*. Cette caractéristique se vérifie aussi dans les territoires du siège de l'évêché et de la capitale civile de la capitainerie : dans le *termo* de Mariana, nous ne trouvons que 16,86 % d'hommes blancs parmi la population masculine (4 591 blancs, 13 599 noirs, 9 027 métis⁴⁹), et dans le *termo* de Vila Rica, la proportion est de 18,57 % (2 080 blancs, 5 578 noirs et 3 542 métis⁵⁰).

Outre la couleur de la peau, d'autres critères étaient retenus pour juger de la dignité des habitants et de l'importance d'une localité : l'existence, dans le présent ou dans le passé, « d'hommes insignes par leurs vertus, leurs lettres ou leurs armes », ainsi que la présence de familles dotées de « blasons et de prérogatives »⁵¹. De fait, comme nous avons pu le constater d'après les définitions de l'époque, la « capacité » des habitants était liée à leur noblesse,

45. Selon les données de 1776 qui figurent dans le mémoire de J. J. ROCHA, 1995 [1780], p. 182.

46. C'était le cas au début du XIX^e siècle, d'après les données présentées par L. BEGARD, 1999.

47. APM, fonds « Casa dos Contos – Mapas de População do início do século XIX » microfilmé (planilha 21115, rolo 540, item 5). Pour l'année 1808, voir L. BEGARD, 1999, p. 230.

48. APM, fonds « Casa dos Contos – Mapas de População do início do século XIX » microfilmé (planilha 21115, rolo 540, item 5).

49. APM, fonds « Casa dos Contos – Mapas de População do início do século XIX » microfilmé (planilha 21115, rolo 540, item 5).

50. APM, fonds « Casa dos Contos – Mapas de População do início do século XIX » microfilmé (planilha 21115, rolo 540, item 5).

51. Il s'agit de deux aspects qui figurent dans les descriptions de l'ouvrage de L. CARDOZO., 1751, t. I, Prologue.

souvent acquise par l'exercice de fonctions honorifiques ou de services rendus à la couronne, ainsi qu'à leur « science et instruction »⁵².

La présence d'autorités et d'institutions sur la scène urbaine est présentée comme une preuve de développement social et culturel. De fait, plusieurs représentations montrent que les rôles administratifs joués par des localités comme São João del-Rei et Vila Rica leur donnaient beaucoup de prestige et de notabilité ; ce n'était pas le cas de tous les chefs-lieux de *concelhos*, qui n'hébergeaient pas toujours des personnes « doctes et instruites » ; de plus, selon certains, la majorité des officiers des *câmaras* du Minas Gerais n'était pas à la hauteur de la « noblesse » qu'une telle fonction leur conférait.

Si la législation générale du royaume portugais préconisait que les fonctions municipales soient exercées par « la noblesse de la terre » et si elle interdisait la participation de certaines catégories d'habitants – notamment les Métis, les *cristãos-novos* (juifs convertis), les artisans et autres travailleurs manuels (*oficiais mecânicos*), ce sont « les usages de chaque localité et les rapports de force sur le terrain qui définissaient les seuils d'accès à la noblesse des *câmaras* »⁵³. Ainsi, tandis que dans les municipalités les plus importantes du *Reino* ne prenaient place que des *fidalgos* (catégorie supérieure et plus restreinte de nobles), les *concelhos* plus petits et plus humbles pouvaient avoir pour officiers des « marins, des laboureurs, et même des artisans et des travailleurs ruraux »⁵⁴. En Amérique portugaise, des Métis et des *cristãos-novos* ont eu accès aux postes des milices et de la municipalité⁵⁵.

Par ailleurs, l'aspect qualitatif – la composition sociale des *câmaras* – n'était pas dissocié de l'aspect quantitatif, c'est-à-dire du nombre total d'habitants des territoires municipaux : au-dessous d'un certain seuil de population, il était plus difficile de trouver des personnes suffisamment instruites et aisées pour occuper les postes de juges, ce qui mettait en péril « le bon ordre de la justice »⁵⁶.

52. BLUTEAU, R., 1712, vol. 2 (voir les articles « capaz » et « capacidade »).

53. MONTEIRO, N., 1997, p. 356.

54. MONTEIRO, N., 1997, p. 346.

55. RUSSELL-WOOD, A. J. R., 1974.

56. SILVA, A. C., 1998, p. 265-266.

3. La vitalité économique des *vilas* et *arraiais*

Outre les aspects démographiques et sociaux, la « capacité » ou la vocation d'un lieu à porter le titre de *vila* se mesurait également par la prise en compte de facteurs économiques. L'existence de ressources naturelles et de productions agricoles pour l'approvisionnement de la population est un aspect évoqué dans certaines demandes de titres : « l'*arraial* de Campanha de Rio Verde a la capacité d'être une *vila*, car [...] on trouve dans ses environs des terrains aurifères, des exploitations minières ainsi que des terres de culture et des fermes d'élevage pour l'approvisionner »⁵⁷.

Les productions locales, le dynamisme économique et l'existence d'un commerce actif n'étaient pas des conditions suffisantes pour obtenir l'autonomie administrative et judiciaire ; mais, alliées à d'autres arguments, comme l'importance démographique et la distance des tribunaux, elles pouvaient contribuer à convaincre les autorités de la capitainerie et de la métropole de la nécessité de créer un nouveau chef-lieu de juridiction. La « décadence » des agglomérations pouvait aussi servir d'argument en faveur de l'obtention de titres, de postes ou de fonctions administratives supplémentaires. Dans certaines requêtes envoyées à Lisbonne, les officiers municipaux présentent la condition de chef-lieu comme une manière de compenser des pertes territoriales et la diminution de l'activité commerciale et du volume des recettes qui en résultait. L'administration apparaît ainsi comme une panacée, qui viendrait pallier la « ruine » et les « maux » de la ville :

« Quand la demande des suppliants, d'élever cette *vila* au rang de [chef-lieu de] *comarca*, aura été satisfaite [...] la *vila* retrouvera son animation grâce aux emplois publics et à la concentration de la population, qui y trouvera son juge de toge [...] ; cela entraînera de considérables avantages au commerce, et d'un seul coup seront supprimées la décadence et la ruine ». ⁵⁸

Il est important de noter que tous les arguments liés à l'autosuffisance en termes d'approvisionnement, ainsi qu'à la « prospérité » ou à la « décadence » de la ville et de ses recettes, sont présentés de manière assez vague, et très rarement chiffrée⁵⁹. Quant à l'activité commerciale, les données disponibles ne permettent pas une analyse quantitative de la performance des *concelhos*. Dans notre corpus, un seul document contient des données chiffrées : il s'agit d'une requête présentée par la couronne en 1806 par la Vila

57. Pétition rapportée dans la lettre royale datée du 7 mai 1763, APM, SC 19, fl. 133.

58. Lettre de la *câmara* de Campanha da Princesa, 6 avril 1821, publiée dans *Revista do Arquivo Público Mineiro*, I, 1896, p. 558-560.

59. Ainsi, les remarques que nous venons de faire à propos des sources démographiques du Minas Gerais valent également pour les documents fiscaux et pour d'autres indicateurs économiques.

de São José d'El Rei, sur laquelle nous reviendrons⁶⁰. De plus, il faut noter que, selon leur nature et leur présentation, certaines sources fiscales permettent de comparer des localités qui occupent des positions différentes dans la hiérarchie administrative – *ciudades*, *vilas* et *arraiais* – alors que d'autres documents ne peuvent révéler que les différences entre les puissances économiques des *concelhos* dans leur globalité. Les informations apportées par les recettes des municipalités (*rendas da câmara*) relèvent de ce dernier cas.

Les seules séries complètes (celles qui incluent les recettes de tous les *concelhos*) et datées dont nous disposons concernent les années 1775, 1777 et 1778⁶¹ (Figure 3). En tête de liste, nous retrouvons Vila Rica : mal-

Figure 3. Recettes municipales, 1775-1778 (moyenne) en réis

60. *Mappa da população, mineração, comercio e cultura da Villa de São José e seo Termo no anno de 1806*, document joint à la requête de la câmara du 5 juin 1806, AHU, cx. 180, doc. 59.

61. DAMASCENO FONSECA, 2003, tableau 8.5, p. 387.

gré l'étroitesse de son territoire municipal et en dépit de sa population peu importante par rapport aux autres *concelhos*, la capitale du Minas Gerais dispose de recettes considérables, certainement en raison de l'attraction que la *vila* exerce sur toute la capitainerie et aussi de la vitalité commerciale du chef-lieu, soulignée dans plusieurs témoignages contemporains.

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, les recettes ne sont pas toujours proportionnelles au nombre d'habitants ni à la taille des *termos* : Vila Rica (5 613 434 *réis*) est deux fois plus riche que le *concelho* de Vila do Príncipe (2 367 862 *réis*), malgré un nombre d'habitants deux fois moins important et un territoire au moins deux fois plus petit. En revanche, la richesse de Mariana (5 053 746 *réis*) et celle de Sabará (4 548 050 *réis*) semblent compatibles avec la taille de leurs *termos* et avec leur développement démographique, aussi bien en ce qui concerne le nombre total d'habitants que la quantité d'*arraiais* inclus dans les limites de leur juridiction. De fait, la richesse des *concelhos* est, avant tout, une affaire de développement commercial et il est regrettable que nous ne disposions pas de données quantifiées sur cette question.

Les documents qui se réfèrent au recouvrement de la *derrama* peuvent également nous éclairer sur les différents niveaux de richesse des localités. Cette taxe devait être imposée à la population du Minas Gerais lorsque le montant de l'impôt sur l'or n'atteignait pas le forfait prédéterminé des cent *arrobas*⁶² annuelles. La valeur due par chaque habitant était, semble-t-il, établie en proportion de ses ressources. Un tableau, dont la date se situe autour de 1763, indique, pour un certain nombre d'agglomérations, le nombre de personnes imposées et le montant de leur fortune⁶³. Il fournit aussi le montant dû par chaque localité (dont la valeur se situe entre 3,13 % et 3,68 % de la somme totale des fortunes locales) et la valeur totale qui devait être versée aux coffres royaux par les municipalités (Tableau 2).

La première remarque qui s'impose est l'étonnante richesse de la population de São José par rapport à celle des autres *concelhos* : ce résultat contraste avec le « palmarès » des municipalités établi d'après les budgets municipaux, dans lequel São José se trouve loin derrière Sabará et Vila Nova da Rainha do Caeté. La différence est encore plus saisissante si l'on observe les écarts de richesse entre São José et Pitangui par rapport à leur importance démographique : à en croire les données fournies par les officiers de

62. Une *arroba* correspond à environ 15 kg.

63. Tableau annexe au *Mappa em que se compreende toda a Comarca do Sabara denominada do R. das Velhas [...]*AHU, Cartografia Manuscrita, n. 1599.

São José, la contribution fiscale des habitants de ce *termo* est presque neuf fois plus importante que celle de Pitangui, alors que la démographie des deux *concelhos* est comparable. Une autre performance économique admirable est celle du *julgado* de Paracatu, où la moyenne des impositions était très élevée : on comprend mieux pourquoi la Vila de Sabará a tout fait pour empêcher que cette localité soit émancipée de son territoire municipal (Paracatu a demandé le titre de *vila* pendant plusieurs décennies et ne l'a obtenu qu'en 1798).

Tableau 2. *Nombre d'habitants imposés et sommes versées (en réis) à la couronne lors de l'imposition de la derrama par chaque circonscription*

CONCELHO (territoire municipal)	Taxe de la derrama 1763-1765			Nombre d'habitants- Termo (1808)
	Nombre d'habitants imposés	Valeur totale de la contribution (en réis)	Moyenne d'imposition par hab. imposé (en réis)	
Vila de São José	-	10 854 000	-	21 448
Vila de Sabará	2 428	7 367 700	3 034,5	76 215
Vila Nova Rainha do Caeté	1 419	5 900 360	4 158,1	29 424
Paracatu (Julgado)	671	4 261 030	6 350,3	12 538
Vila de Pitangui	524	1 228 080	2 343,7	17 743

Sources. BEGARD, L., 1999 ; « Mappa em que se compreende toda a Comarca do Sabará (...) », AHU, Cartografia manuscrita, n. 1599 ; AHU-MG, cx. 180, doc. 59.

L'analyse des contributions versées individuellement par plusieurs localités (pour la plupart des chefs-lieux de paroisse) de la *comarca* de Rio das Velhas réserve aussi quelques surprises (Tableau 3). D'après ces données, en dépit de sa fonction de chef-lieu de *comarca*, et de l'importance de son activité commerciale dont font état les récits des voyageurs, Vila do Sabará n'est pas la localité la plus riche de cette région dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle. Elle est devancée par l'*arraial* de Santa Bárbara et suivie de près par celui de Santa Luzia, deux localités qui à cette époque ont demandé, en vain, le titre de *vila*.

Le Tableau 3 met en évidence le fait que le montant des versements ne dépend pas uniquement du nombre de contribuables, mais de leur richesse. Ainsi, à Santa Bárbara, le nombre d'habitants imposés est équivalent à celui de Roça Grande, mais la valeur totale des recouvrements est presque trois fois plus importante. Nous pouvons aussi constater que Vila Nova da Rainha do Caeté se trouve derrière des localités sans titre, parmi lesquelles figurent des *arraiais* commerçants de Santa Bárbara et Santa Luzia, mais aussi quelques établissements miniers qui, selon certains témoignages, avaient perdu

tout leur éclat après l'épuisement de leurs filons, vers le milieu du XVIII^e siècle. Tel est le cas de Rio das Pedras : bien qu'il présente une taille modeste, à en juger par son nombre de feux en 1830, cet *arraial* était le siège d'une paroisse qui comptait des hommes puissants parmi ses habitants. Il est aussi intéressant de vérifier le classement des localités par rapport à la moyenne générale des contributions individuelles, qui s'élève à 3 642,7 *réis* : en prenant en compte ce chiffre, on remarque qu'à Vila Nova da Rainha do Caeté la moyenne locale (4 561,4 *réis*) était supérieure à la moyenne générale, alors qu'à Vila de Sabará (3 086,6 *réis*) et à Roça Grande (3 149,7 *réis*), les moyennes locales étaient inférieures à la moyenne générale. Cela peut donc donner une idée de la disparité des fortunes dans chaque localité, mais, en l'absence de renseignements plus détaillés sur le mode de calcul des contributions individuelles, nous ne pouvons pousser plus loin cette analyse.

Tableau 3. *Nombre d'habitants imposés et sommes versées à la couronne lors de l'imposition de la derrama par chaque localité (vila ou arraial) de la comarca de R. das Velhas*

<i>Vila ou arraial (tous chefs-lieux de paroisse)</i>	<i>Taxe de la derrama 1763-1765</i>			<i>Nombre de feux du chef-lieu (1830)</i>
	<i>Nombre d'habitants imposés</i>	<i>Valeur totale de la contribution (en réis)</i>	<i>Valeur moyenne payée par hab. imposé (en réis)</i>	
Arraial de Santa Bárbara	157	1 234 750	7 864,6	255
Vila de Sabará	321	990 790	3 086,6	617
Arraial de Santa Luzia	222	836 860	3 769,6	396
Arraial de Curral del-Rei	168	643 120	3 828,1	144
Arraial de Cocais (Morro Grande)	103	573 660	5 569,5	136
Arraial de Roça Grande	156	491 360	3 149,7	44
Arraial de Rio das Pedras	173	466 310	2 695,4	67
Arraial de Raposos	179	452 650	2 528,7	88
Arraial de Congonhas de Sabará	157	432 010	2 751,6	144
Vila Nova da Rainha do Caeté	94	428 770	4 561,4	242
Arraial de Santo Antonio do Rio Acima	136	344 690	2 534,5	44
Arraial de São Miguel do R. Piracicaba	92	237 430	2 580,7	194

Sources. PINTO, L. M. S., 1897 ; « Mappa em que se compreende toda a Comarca do Sabara (...) », AHU, Cartografia manuscrita, n. 1599 ; AHU-MG, cx. 180, doc. 59.

4. Secteurs économiques et structure socio-professionnelle

Outre la question des niveaux de richesse des localités, une enquête sur le fait urbain qui prenne en compte les définitions actuelles de la ville doit aussi s'intéresser à l'importance relative des secteurs économiques et à la structure socioprofessionnelle des habitants. Une ville, même petite, est d'abord une agglomération dont le secteur agricole est très mince et qui présente, en revanche, des activités commerciales et artisanales, ou parfois même industrielles, assez développées⁶⁴.

Des études réalisées dans les deux dernières décennies ont en effet montré l'existence d'une « proto-industrialisation » dans le Minas Gerais dès la fin du XVIII^e siècle (tissus grossiers, outils, etc.), en dépit de l'interdiction d'installer des manufactures dans la colonie⁶⁵. Les données disponibles ne permettent cependant pas d'étudier les activités commerciales et industrielles par rapport aux différents niveaux de développement qu'elles présentaient dans chaque localité.

Mesurer les niveaux d'urbanisation selon une définition socioprofessionnelle de la ville ne s'avère pas non plus une tâche aisée. Très peu de documents connus à ce jour permettent de connaître dans le détail les activités économiques exercées par les habitants des *vilas* et *arraiais* de Minas Gerais. Il semblerait que ce type d'information soit très rare pour le XVIII^e siècle ; pour le début du XIX^e siècle, nous disposons de données qui permettent de classer les habitants de certaines localités selon leurs professions, regroupées par secteurs économiques⁶⁶. En plus de l'extraordinaire document produit en 1806 par la Vila de São José, déjà cité⁶⁷, on dispose d'une étude menée, à partir de données de 1804, sur les municipalités de Mariana et Vila Rica.

Le Tableau 4 réunit un certain nombre de ces informations. Dans le secteur primaire se trouvent les agriculteurs (*roceiros*, *lavradores*, *hortelãos*) ; dans le secondaire, les mineurs ainsi que les artisans (tailleurs,

64. À propos des critères de définition des hiérarchies urbaines et notamment des « vilas » et « petites villes », voir J.-P. POUSSOU & P. H. LOUPÈS, 1987 ; CLARK, P., 1995 ; CLARK, P., 2000 ; SONKOLY, G., 1996.

65. LIBBY, D. C., 1989, p. 149-160.

66. COSTA, 1981 ; COSTA, I. D. N., LUNA, F. V., 1982. En ce qui concerne la Vila de São José, les informations proviennent du document AHU-MG, cx. 180, doc. 59 (requête de la municipalité, 1806).

67. *Mappa da população, mineração, comercio e cultura da Villa de São José [...]*, document cité.

cordonniers, charpentiers, maçons, peintres) ; dans le tertiaire, les commerçants, les fonctionnaires, les prêtres, les apothicaires, les notaires, les musiciens et les artistes, entre autres.

La première remarque que ce tableau suscite est la prédominance des secteurs secondaire et tertiaire par rapport au secteur primaire – ce qui indique qu’il s’agit d’agglomérations plutôt *urbaines*, selon les définitions actuelles. Le secteur secondaire notamment présente un développement considérable, surtout à Vila de São José et dans l’*arraial* de Passagem et à Mariana, où l’extraction minière et les métiers artisanaux occupent environ 70 % de la population. Quant au secteur tertiaire, on ne s’étonne pas de le voir plus développé à Vila Rica et à Mariana, capitales civile et religieuse du Minas Gerais, qui réunissaient un grand nombre de fonctionnaires et de prêtres, mais aussi de commerçants. Dans les trois localités, le secteur primaire est quasiment insignifiant.

Tableau 4. *Distribution de la population par secteur économique au début du XIX^e siècle dans quelques localités du Minas Gerais*

<i>Localité</i>	<i>Secteur primaire %</i>	<i>Secteur secondaire %</i>	<i>Secteur tertiaire %</i>
Vila de São José	0	79,2	20,8
Arraial de Passagem (termo de Mariana)	5,2	70,4	24,4
Cidade de Mariana	0,7	68,9	30,4
Arr. de Passatempo (termo de S. José)	33,3	59,6	7,1
Arr. de Lagoa Dourada (termo de S. José)	27,7	55,4	16,9
Arr. de São Caetano (termo de Mariana)	19,1	54,9	26,0
Vila Rica	7,0	53,6	39,4
Arr. Bom Sucesso (termo de S. José)	39,6	52,9	7,5
Arr. de Prados (termo de S. José)	23,0	52,4	24,6

Sources. COSTA, I. D. N, 1981; COSTA, I. D. N. & LUNA, F., 1982 ;
AHU-MG, cx. 180, doc. 59.

Il ressort de ces analyses que certaines agglomérations présentent une grande stabilité pendant la période étudiée en ce qui concerne leur poids démographique et économique. Quelle que soit la variable prise en compte, Mariana et Sabará sont toujours en tête de liste ; Vila Rica est également très haut placée dans tous les classements, à l’exception de celui portant sur la population totale du *concelho* en 1808-1816. Pitangui et Minas Novas, localités assez périphériques qu’on peut qualifier de véritables fronts pionniers, ont également un parcours plutôt stable : les deux apparaissent fréquemment dans les dernières places des « palmarès » économiques et

démographiques. D'autres *concelhos*, comme São João del-Rei, Vila Nova da Rainha ou Vila do Príncipe, se révèlent plus au moins puissants selon les époques et les aspects considérés. Les données analysées indiquent également un développement remarquable de certains *arraiais*, comme Santa Luzia et Santa Bárbara, qui présentaient un nombre important d'habitants et, au milieu du XVIII^e siècle, une puissance économique comparable ou supérieure à celle de leurs chefs-lieux respectifs (Vila de Sabará et Vila Nova da Rainha do Caeté).

Il convient maintenant de vérifier si ces classements se maintiennent lorsque nous tentons d'évaluer le degré d'urbanisation des agglomérations selon d'autres types de critères.

5. Les « blasons », la morphologie et les taxinomies urbaines

Dans les territoires portugais, « la libéralité royale n'était pas censée compenser des insuffisances, mais récompenser les mérites et les vertus des localités »⁶⁸. Or ces vertus n'étaient pas tant économiques que principalement honorifiques : les attributs les plus valorisés étaient l'ancienneté, les faits historiques, la « noblesse » des édifices et celle des habitants, ainsi que les services rendus à la couronne. Dans certaines pétitions, comme dans les chorographies portugaises, la possession de titres urbains (*vila*, *cidade*) et de pouvoirs administratifs n'était pas considérée comme une preuve de reconnaissance de l'importance économique, jugée éphémère, des établissements humains ; les privilèges et fonctions étaient plutôt vus comme des signes de la prééminence historique et de la loyauté des localités.

En Amérique portugaise, les faits historiques évoqués par les demandeurs de titres, postes et privilèges sont souvent centrés sur la conquête et le peuplement de l'hinterland (*sertão*), dont ils ont été les protagonistes. Ces actes de bravoure, ainsi que d'autres types de « cadeaux » offerts à la couronne, sont autant de preuves de leur fidélité, véritables « blasons » urbains, selon la métaphore utilisée par la municipalité de São José en 1806 :

« Cette *vila* est l'une des plus anciennes [...] elle s'appelait autrefois *Arraial Velho* et en 1718 elle fut promue à Vila de São José. [...] ses habitants ont toujours œuvré pour étendre son territoire et pour semer la religion jusqu'au centre de *sertões* méconnus et occupés par les Indiens sauvages et par les *quilombos* [rassemblements de Noirs évadés] qui semaient la terreur partout. Après avoir établi l'ordre, nos ancêtres ont commencé à offrir le fruit de leur travail au Trésor Royal ; ces offrandes sont le véritable blason de cette *câmara* : elles montreront à la postérité

68. SILVA, A. N., 1998, p. 206-207.

notre zèle pour la prospérité de la couronne, et seront un exemple laissé par des vassaux fidèles ».⁶⁹

Le rayonnement des localités et leur « capacité » à porter des titres et des fonctions prestigieuses étaient aussi liés à des questions de morphologie et de « fonctionnalité » urbaine. Les allusions à la salubrité, aux ressources naturelles, à la commodité et à la beauté des sites sont très fréquentes dans les demandes envoyées à Lisbonne, ce qui suggère que ces critères étaient susceptibles d'être pris en compte dans l'évaluation des agglomérations. Outre le site, d'autres éléments de la morphologie urbaine constituent des critères importants. Le nombre et la qualité architecturale des maisons, des édifices publics et des églises, l'existence de ponts, de rues pavées et de fontaines sont à la fois des indices de la santé économique des *concelhos* – les travaux publics consomment une partie importante des recettes municipales – et de la culture et de « l'urbanité » des habitants.

Dans l'une de leurs requêtes, les notables de Campanha cherchent à démontrer que l'*arraial* mérite la promotion urbaine en raison de son site agréable, de ses nombreuses rues et de ses maisons bien bâties : « le dit *arraial* de Campanha de Rio Verde [...] a la capacité d'être une *vila*, car il est bien constitué et situé dans une prairie avenante ; il y a plusieurs rues et des maisons couvertes de tuiles, dont un grand nombre sont à étage »⁷⁰. Pendant plusieurs décennies, les prétentions de Campanha sont combattues par la *câmara* de São João del-Rei, qui ne voulait pas que cet *arraial* prospère soit démembré de son territoire. Dans l'une de leurs nombreuses lettres, les officiers critiquent l'aspect physique de l'agglomération et n'hésitent pas à accuser ses habitants d'être négligents et de nuire aux intérêts de la couronne : « Dans cet endroit il n'y a pas une église décente, alors que les habitants ont les moyens de les orner puisqu'il y a de bonnes exploitations d'or dans les alentours ; cependant, tout l'or qui y est extrait est dévié par des contrebandiers... »⁷¹.

Les maisons « nobles » étaient les maisons à étage (*sobrados*) ; au même titre que les églises considérées comme « décentes », elles devaient être couvertes de tuiles et construites de préférence en pierre et en chaux, plutôt qu'en bois et en terre, ce dernier type étant le plus fréquent. La « noblesse » des édifices religieux dépendait aussi de leur localisation, de leur « grandeur », de l'existence de clochers, de plafonds peints, ainsi que de la

69. AHU-MG, cx. 182, doc. 60.

70. APM SC 19 f. 133, pétition rapportée dans la lettre de Maria I datée du 7 mai 1763.

71. Information de la *câmara* de São João del-Rei, 3 avril 1798, publiée dans *Revista do Arquivo Público Mineiro*, I, 1896, p. 461.

richesse de leurs images, parements et ornements, qui étaient d'autant plus « nobles » que la quantité d'or employée dans la décoration des retables et moulures était importante⁷².

Dans certaines descriptions, les églises sont elles-mêmes présentées comme des « ornements » qui magnifient les agglomérations : « la *vila* de São João del-Rei compte aujourd'hui environ cinq cents feux et *est ornée de trois églises, de quatre chapelles et de trois oratoires qui l'ennoblissent* [...] ; l'église paroissiale [...] est un beau temple qui contient sept chapelles couvertes de boiseries raffinées, dont quatre sont bien dorées »⁷³. Des observateurs contemporains ont en effet remarqué que, dans certaines localités, outre la *matriz* (église paroissiale), on pouvait admirer plusieurs autres édifices appartenant aux différentes confréries. Dans la cité épiscopale de Mariana, « les Tiers Ordres des Carmes et de Saint-François ainsi que les nombreuses confréries de Blancs, de Métis et de Noirs ont toutes leurs propres églises, dont l'importance est proportionnelle à la richesse de chacune des confréries »⁷⁴.

Ces associations religieuses se réunissaient en principe devant les autels latéraux des églises paroissiales. Au fur et à mesure du développement d'un *arraial*, de l'augmentation et de la diversification de sa population, certaines confréries parvenaient à réunir les fonds nécessaires pour construire leurs propres chapelles ou églises, qui devaient être aussi grandes et riches en ornements et en or que possible⁷⁵. Nous pouvons aussi considérer que le degré de sociabilité des populations est proportionnel au développement des organismes associatifs : la multiplication des confréries se traduit par l'augmentation du nombre de fêtes religieuses, qui réunissent les habitants des *vilas* et des *arraiais* et souvent aussi la population de l'arrière-pays. L'existence d'associations comme les Tiers Ordres des Carmes et de saint François donne la mesure de l'importance des élites urbaines locales, c'est-à-dire de la quantité d'habitants blancs et aisés, qui sont généralement les seuls à être admis dans ces groupes.

Les données chiffrées sur les confréries et leurs églises peuvent ainsi constituer un indicateur supplémentaire de l'importance démographique et économique des localités, ainsi que de leur développement social et cultu-

72. *Visitas Pastorais de Dom Frei José da Santíssima Trindade*, 1998 [1821-1826].

73. Voir le récit de José Alvares de Oliveira, « História do Rio das Mortes... », in *Codice Costa Matoso*, 1999, p. 291-292.

74. ROCHA, J. J., 1995 [1780], p. 96.

75. VASCONCELLOS, S. DE, 1957, p. 67-68.

rel. Par ailleurs, cette idée est présente dans une représentation contemporaine. Le tableau statistique annexé à la pétition présentée par la Vila de São José en 1806 inclut, à côté des données démographiques et économiques, le nombre d'églises existant dans le chef-lieu et dans chacun des *arraiais* du territoire municipal⁷⁶.

Figure 4. Nombre de confréries et d'églises par localité (échantillon)

Dans le palmarès établi selon ce critère d'ordre socioculturel, nous retrouvons en tête de liste Vila Rica et Mariana, capitales civile et religieuse du Minas Gerais, qui réunissent respectivement vingt-neuf et seize confréries dans le chef-lieu⁷⁷ (Figure 4). Avec São João del-Rei (seize confréries), Sa-

76. *Mappa da população, mineração, comercio e cultura da Villa de São José [...]*, document cité.

77. DAMASCENO FONSECA, 2003, p. 402-403, tableau 8.10 (« Nombre de feux, d'associations religieuses et d'églises de confrérie par localité à la fin de l'ère coloniale »).

bará (neuf confréries) et le riche *arraial* du Tejuco (neuf confréries), il s'agit des seules localités qui possèdent des Tiers Ordres des Carmes et de Saint François, organisations puissantes qui parviennent à réunir des fonds pour construire les plus belles églises. Dans ces agglomérations, la plupart des confréries « ont une église décentement parementée, et certaines sont merveilleuses par leur architecture et leurs ornements », comme le note vers 1780 le militaire José Joaquim da Rocha⁷⁸. Encore une fois, nous remarquons l'incohérence entre l'absence de titre du Tejuco, chef-lieu du district des diamants, et son évident développement urbain. D'autres localités présentent également un développement remarquable de l'architecture et de l'art religieux. À São José, Vila Nova da Rainha, Vila do Príncipe, Vila de Pitangui, Barbacena et Campanha, mais aussi dans des *arraiais* qui ont demandé le titre de *vila* (comme Santa Luzia, Santa Bárbara et Conceição do Mato Dentro), au moins la moitié des confréries possèdent un siège indépendant de l'église paroissiale.

En revanche, certaines agglomérations ne possédaient qu'un seul lieu de culte, la *matriz*, où les membres de toutes les confréries se réunissaient autour des autels latéraux. C'est le cas d'anciens centres miniers, comme Furquim, où cinq confréries avaient été pourtant fondées, mais aussi de petites *vilas* comme Queluz. La *matriz* de ces localités était souvent bien entretenue, mais sa description contraste avec celle de l'espace urbain qui l'entoure – une place composée d'un grand nombre de maisons ruinées et « désertes ». Le territoire municipal de Queluz était pourtant bien peuplé par rapport à d'autres, mais à l'évidence les habitants et les richesses ne se trouvaient pas concentrés dans le chef-lieu, mais distribués entre plusieurs *arraiais* et les zones rurales. Auguste de Saint-Hilaire a remarqué la décadence de la majorité des localités fondées dans la zone minière au début du XVIII^e siècle : « jadis riches et florissantes », elles ne présentaient plus que « l'image de l'abandon et de la décadence »⁷⁹. Dans ce cas de figure se trouvaient plusieurs *arraiais*, mais aussi des chefs-lieux comme Vila Nova da Rainha do Caeté :

« On y voit un grand nombre de jolies maisons qui aujourd'hui sont désertes et tombent en ruines, et sa population actuelle ne s'élève pas à plus de trois à quatre cents âmes. Cependant, il reste encore à Caeté un monument fort remarquable de son ancienne opulence ; c'est son église ».⁸⁰

À propos de ces images de décadence, le Français fait une remarque qui doit être prise en considération : l'obsolescence rapide des bâtiments du Minas Gerais à cause des matériaux et techniques de construction (torchis,

78. ROCHA, J. J., 1995 [1780], p. 103.

79. SAINT-HILAIRE, A., 1830, t. 1, p. 189.

80. SAINT-HILAIRE, A., 1833, t. 1, p. 132.

pisé) couramment employés, qui « se dégradent très facilement, surtout à l'extérieur »⁸¹.

Notons, enfin, que, bien qu'elles en constituent de bons indices, les données sur les confréries et sur le nombre et la qualité des églises ne permettent pas à elles seules de conclure sur les degrés de richesse, de culture, de sociabilité et d'union des habitants autour d'objectifs religieux. Lors de ses visites, l'évêque de Mariana rencontra plusieurs chapelles « décentes » et bien entretenues dans des régions occupées par des populations dispersées et plutôt modestes ; inversement, le prélat fut à plusieurs reprises déçu de trouver des édifices « sans aucune décence, qui n'inspirent aucun respect ni vénération » dans des paroisses habitées « de nombreuses âmes, parmi lesquelles des riches fermiers »⁸².

Les analyses présentées jusqu'ici ont montré qu'à l'intérieur des désignations *vila* et *arraial*, on trouve des agglomérations dont le degré de vitalité démographique, économique et le niveau de sociabilité et « d'urbanité » sont très variables. Cet aspect est accentué par le fait que notre étude embrasse une période assez longue et prend en compte les diverses zones de la capitainerie, dont le développement s'est fait selon des rythmes et des conjonctures économiques différents.

Ainsi, à la différence de la taxinomie urbaine française, le lexique portugais ne se prête pas à une utilisation comme indicateur du degré d'urbanisation des agglomérations. Les désignations *cidade*, *vila*, *vila cabeça* [chef-lieu] *de comarca*, *arraial freguesia* (chef-lieu de paroisse) *arraial capela* (*arraial* ne possédant qu'une église succursale) ne renseignent en effet que sur la hiérarchie politique existant entre les unités du réseau urbain, en lien avec les fonctions administratives et religieuses exercées par les localités. Alors que l'usage du terme « ville » par un locuteur français peut signifier qu'il qualifie une agglomération d'« urbaine », le mot *vila* renvoie directement et exclusivement à son statut juridique. Aussi peuplé, riche et commerçant que fut un *arraial*, jamais les contemporains ne s'y référeraient par le mot « *vila* » s'il n'avait pas reçu ce titre ; de la même façon, aucune autre appellation ne serait appropriée pour une agglomération qui avait un jour reçu « le privilège de *vila* », aussi décadente fût-elle devenue. Seule une décision royale aurait pu alors lui enlever le droit de porter ce titre.

81. SAINT-HILAIRE, A., 1830, t. 1, p. 205.

82. SAINT-HILAIRE, A., 1830, t. 1, p. 141 ; *Visitas Pastorais de Dom Frei José da Santíssima Trindade*, 1998 [1821-1826].

Par conséquent, le lexique portugais en lui-même ne nous renseigne pas sur le niveau d'urbanisation des localités. Ces mots ne sont utiles à notre enquête que lorsqu'ils sont insérés dans des descriptions et des observations qui s'intéressent spécifiquement aux « mérites » des agglomérations à porter tel ou tel titre. Ainsi en est-il des commentaires de José Vieira Couto à propos de la Vila de Pitangui en 1800 : « La *vila* est grande et mérite le titre de Vila. Cependant, elle est mal organisée. Les maisons, dont beaucoup sont bien faites et nobles, ont été pour la plupart édifiées selon les caprices de leurs propriétaires, sans suivre un alignement »⁸³.

Il est regrettable que ce genre de description, faite par un observateur que l'on pourrait considérer comme « neutre » – car non impliqué directement dans les enjeux politiques des promotions urbaines –, soit si rare dans notre corpus. À ce titre, les récits de voyageurs étrangers, et tout particulièrement celui d'Auguste de Saint-Hilaire, présentent pour nous un double intérêt. D'une part, il s'agit de l'un des rares textes d'époque décrivant les agglomérations qui ne possèdent pas le titre de *vila* – et qui constituent l'essentiel du réseau urbain en question. D'autre part, l'auteur s'est lui-même intéressé à l'origine et à la signification du lexique urbain portugais, qu'il utilise d'ailleurs en parallèle avec la terminologie française, dans l'acte même de l'observation et de la description : « Le nom d'*arraial*, que portent encore aujourd'hui les *villages* des mines, ne signifie pas autre chose que campement ; mais les mineurs étaient pressés de jouir, et les *arraiais* se métamorphosèrent bientôt en *bourgs* et en *villes* »⁸⁴. Compte tenu du fait que les classifications portugaises n'indiquent que la position occupée par l'agglomération dans la hiérarchie civile et ecclésiastique, l'utilisation des deux lexiques rend les descriptions encore plus parlantes et utiles.

On s'aperçoit en effet que, si Saint-Hilaire remplace souvent les termes portugais par des mots français – la *cidade* et la *vila* deviennent « ville », l'*arraial* devient « village » – à certains moments, il utilise les deux lexiques simultanément et additionne d'autres désignations françaises à ses descriptions : « petite ville », « bourg », « bourgade » et aussi « hameau ». Il est très probable que ces termes qui désignent les entités situées « aux franges du monde urbain, surtout à sa limite inférieure »⁸⁵, aient été rajoutés par l'auteur dans un souci de clarté de l'exposé : l'usage de ces mots « auxiliaires » aurait alors la même fonction évocatrice et didactique que les diverses comparai-

83. COUTO, J. V., « Memórias sobre as Minas da Capitania de Minas Gerais », cité par S. G. DINIZ, 1965, p. 179.

84. SAINT-HILAIRE, A., 1830, t. 1, p. 316.

85. LAMARRE, C., 1998, p. 25.

sons qu'il établit entre les villes brésiliennes et celles de l'Europe – comme dans le cas de la Vila de Barbacena, qu'il décrit comme « une petite ville qui peut rivaliser avec toutes celles de France d'une population égale »⁸⁶. Mais cette multiplicité de vocabulaire peut être aussi le reflet des tâtonnements du voyageur, qui ne sait pas exactement quels mots utiliser pour décrire de façon fidèle d'anciennes *vilas* déchues ou, au contraire, des agglomérations nouvelles et florissantes qui n'avaient pas de titre, comme le « florissant hameau » de Brejo do Salgado, situé dans la vallée du São Francisco :

« Salgado n'est point chef-lieu [...] cependant on y a établi deux juges ordinaires, ce qui a valu à cette *bourgade* la qualification de *julgado* [...]. C'est une mesure sage que d'établir des justices dans les lieux très éloignés des *vilas* et qui sont trop peu importants pour mériter un autre nom que celui de *village*, mais où on peut espérer trouver des hommes capables d'exercer les fonctions de juges. Cependant le Brésil a été gouverné jusqu'au présent d'une manière si peu fixe et si peu homogène que, tandis qu'on a refusé le titre de *ville* à Salgado, on a été jusqu'à l'accorder, dans la Province de Saint Paul, à une réunion misérable de 22 maisons ».⁸⁷

Lors de ses nombreux voyages dans l'intérieur du Brésil, le Français a eu d'autres occasions de constater le manque de cohérence entre le titre des agglomérations et leur niveau de développement, comme on le voit dans la description, très peu flatteuse, qu'il fait de la *cidade* côtière de Cabo Frio (près de Rio de Janeiro) :

« Cette *ville* ne mérite pas mieux aujourd'hui qu'en 1648, le titre pompeux dont on l'a décorée. À l'exception de cinq à six maisons qui sont à un étage, toutes les autres n'ont que le rez-de-chaussée ; elles sont couvertes de tuiles, mais petites, basses, percées de fenêtres étroites [...]. L'église paroissiale est assez grande, mais irrégulière, peu ornée, sans plafond, et s'accorde assez bien avec la pauvreté des maisons qui l'entourent [...] on n'y compte pas plus de 3 ou 4 boutiques de mercerie, et les épiceries sont non seulement peu nombreuses, mais encore mal fournies ».⁸⁸

Dans ses descriptions, Saint-Hilaire attribue une grande importance aux aspects liés à la morphologie urbaine, à l'esthétique et à la « commodité ». Si ces représentations sont encore attachées à une ancienne vision culturaliste de la ville, elles donnent des indices sur la situation économique et démographique et témoignent également « d'un souci urbanistique d'organisation raisonnée de la ville », caractéristique du XVIII^e siècle⁸⁹.

86. SAINT-HILAIRE, A. 1830, t. 1, p. 116.

87. SAINT-HILAIRE, A., 1833, t. 2, p. 408-409.

88. SAINT-HILAIRE, A., 1830, t. 2, p. 37-45.

89. OZOUF-MARIGNIER, M.-V., 1992, p. 204.

6. L'évolution des représentations

Parmi toutes les demandes de titres urbains et de fonctions administratives que nous avons analysées, l'une d'elles se distingue par la façon originale par laquelle la municipalité essaie de prouver les mérites de sa *vila*. Le texte et le tableau statistique présentés en 1806 par la municipalité de São José, auquel nous avons eu recours à plusieurs reprises⁹⁰, constituent une représentation hybride : d'une part, les critères d'évaluation des établissements et des territoires urbains qui ont prévalu jusqu'à la première moitié du XVIII^e siècle y reçoivent un traitement particulier ; d'autre part, surgissent des critères nouveaux, liés à un désir de rationalisation de l'administration judiciaire, comme la taille et la densité démographique optimales des territoires municipaux et la centralité des chefs-lieux. De fait, si certains arguments évoqués dans le corps de la lettre sont assez semblables à ceux qui ont été avancés auparavant par d'autres municipalités (l'ancienneté, les faits militaires, la fidélité à la couronne), les documents annexés à la requête attirent l'attention par leur contenu et notamment par leur forme : nous sommes confrontés pour la première fois à une argumentation fondée sur des données quantitatives.

Au début du XIX^e siècle, face aux conflits territoriaux qui opposaient certaines municipalités du Minas Gerais depuis des décennies, les conseillers du roi érigent le nombre d'habitants en critère prépondérant pour définir les limites des *concelhos* et des autres circonscriptions de la capitainerie. Pour ce qui est de la démographie, les chiffres présentés par les officiers de São José renseignent non seulement sur le nombre total d'habitants, exprimé en termes de « feux » et de « personnes », mais aussi sur la structure et la composition sociale de la population. Les aspects privilégiés pour prouver la « capacité » des habitants de São José ne sont pas d'ordre racial, mais socioprofessionnel (nombre de tailleurs, de cordonniers ou de maçons installés dans chacun des établissements humains mentionnés)⁹¹. Les données financières et économiques de la municipalité sont aussi nombreuses : recettes annuelles, « commerce d'importation » et « d'exportation »...

Nous voici devant une vision fonctionnaliste et « mathématique » de la ville : celle-ci donne la prépondérance au nombre d'habitants, au volume des échanges extérieurs, à la comptabilité urbaine, et s'accorde bien avec l'esprit de la période statistique qui s'ouvre alors. Il est intéressant de no-

90. *Mappa da população, mineração, comercio e cultura da Villa de São José [...]*, document cité.

91. Ces données ont été intégrées au Tableau 4.

ter que même les informations plutôt qualitatives – celles qui peuvent être classées du côté des représentations historiques et culturelles de la ville – sont chiffrées. Outre les impôts versés sur les coffres royaux, les officiers précisent les sommes importantes qu'ils ont consacrées à chaque preuve de fidélité donnée à la couronne, depuis le début du XVIII^e siècle, notamment aux expéditions pour la destruction de *quilombos* (villages d'esclaves évadés), à la construction d'une caserne, aux commémorations organisées à l'occasion des dates festives de la cour. La mention des églises ne figure pas dans un texte descriptif comme c'était le cas dans d'autres requêtes, mais dans l'une des colonnes du tableau : ainsi, nous n'avons de renseignements que sur la quantité de « temples » érigés dans le *termo* de São José, ce qui peut constituer un indice du degré de richesse de la localité. Rappelons aussi que l'indication du nombre de feux, au-delà de l'importance démographique des localités, est une manière quantifiée d'aborder un aspect qualitatif : la « grandeur » de la ville, les maisons étant une composante du décor urbain.

Le discours de la *câmara* de São José mêle ainsi l'histoire, les blasons et les prérogatives urbaines à une description de la ville qui n'est plus fondée sur des termes louangeurs, mais sur des chiffres. L'analyse que nous venons de présenter a également tenté de tenir compte de cette coexistence d'images traditionnelles et modernes dans l'évaluation des degrés d'urbanisation des *vilas* et des *arraiais* du Minas Gerais.

*

La mesure des niveaux d'urbanisation des agglomérations coloniales du Minas Gerais d'après les définitions actuelles de la « ville » et de « l'urbain » présente des difficultés directement liées au modèle politico-territorial et au lexique urbain portugais, ainsi qu'aux sources disponibles. D'une part, plusieurs documents du XVIII^e siècle montrent que certains critères avaient autant d'importance que la démographie pour évaluer le prestige et « l'éclat » des localités. Ces informations sont souvent d'ordre qualitatif, mais certaines représentations permettent de les traiter de façon quantitative : c'est le cas des données sur les confréries et leurs églises, dont on connaît le nombre et la qualité architecturale.

D'autre part, l'organisation territoriale basée sur le *concelho* a produit un modèle de « ville » qui est indissociable de l'espace contrôlé par celle-ci. Les représentations contemporaines ne distinguaient pas toujours de façon claire les *vilas* de leurs *termos* (territoires municipaux). Cet amalgame entre l'*urbs* et la *civitas*, entre la ville et son territoire, se reflète, par

exemple, dans les données démographiques et économiques. Les références au nombre d'habitants sont rares et suggèrent que la notion de « population agglomérée » ne faisait pas partie de l'univers mental des élites du Minas Gerais. Encore aujourd'hui, les données sur la population des chefs-lieux des *municípios* les moins peuplés ne sont pas toujours connues ni fiables : les statistiques privilégient le *município* comme unité de mesure, ou alors des « zones censitaires » qui ne correspondent pas exactement aux découpages anciens de l'espace urbain.

Selon l'échelle spatiale prise en compte, les « performances » sont très variables. Une *vila* à l'air déchu à un moment donné, en raison d'un nombre réduit de feux et de boutiques et du mauvais entretien de ses églises, peut se montrer prospère lorsqu'on prend en compte la totalité du territoire paroissial ou municipal, qui peut comporter des agglomérations devenues plus peuplées et riches que le chef-lieu (comme Santa Bárbara, qui appartenait à Vila Nova da Rainha de Caeté). Tel est le constat qui ressort aussi bien de l'analyse des données sur la population et la vitalité économique, que des indicateurs élaborés pour mesurer les niveaux « d'urbanité » à partir d'autres critères ou au travers des descriptions qualitatives, laissées notamment par les voyageurs étrangers.

Ces *arraiais* prospères n'ont pourtant pas reçu le titre de *vila* pendant l'époque coloniale. L'une des explications de cette incohérence est de nature politique et réside justement dans les liens étroits et dans la relation d'interdépendance qui existaient entre les villes et leurs territoires. En effet, les champs et les villages inclus dans les *termos* étaient des « membres » ou des « organes » vitaux (les métaphores organicistes sont récurrentes dans les sources) pour le chef-lieu et pour l'ensemble du *concelho* ; lorsqu'un *arraial* était promu au titre de *vila*, il était « démembré » du *concelho* original, ainsi que la totalité ou une grande partie de la paroisse à laquelle il appartenait ; par conséquent, les municipalités et magistrats des *vilas* existantes faisaient tout leur possible pour discréditer l'argumentation présentée par les notables villageois qui revendiquaient la promotion urbaine.

La plupart des critères d'évaluation des établissements urbains que nous avons analysés figurent à la fois dans les discours des élites locales et dans les avis des fonctionnaires royaux, qu'il s'agisse de la salubrité et de la « commodité » des sites, du développement du commerce et de l'agriculture, des ressources minières, de la proportion d'hommes blancs par rapport aux Noirs et aux Métis. En revanche, la référence aux privilèges liés aux « droits historiques » et à l'ancienneté de l'occupation du territoire n'apparaît généralement que dans les requêtes et pétitions présentées par les élites locales.

Par ailleurs, les discours produits lors des disputes territoriales montrent qu'à partir de la deuxième moitié du XVIII^e siècle, ce genre d'argumentation relative aux « blasons urbains » ne trouvait plus d'écho favorable auprès de Lisbonne. L'économie, la démographie et la morphologie urbaine des candidats à la désignation comme chefs-lieux de nouvelles circonscriptions avaient certes leur importance ; mais ce qui pouvait désormais justifier la concession de titres et de fonctions de prestige était principalement lié à la « bonne administration de la justice » : la présence d'hommes instruits dans la loi, la position plus au moins centrale du chef-lieu par rapport aux limites revendiquées, la taille et la densité démographique des circonscriptions⁹².

Nous concluons que, pour les contemporains, la *vila* n'était pas seulement l'*urbs* – un ensemble de rues, maisons, églises, ponts et fontaines – mais était toujours associée à la *civitas* – défini comme le territoire étendu dans lequel tous les habitants étaient soumis au pouvoir de la même municipalité. L'image qui résulte de cette association ressemble à un *patchwork* complexe, constitué d'espaces qui présentaient différents niveaux d'organisation et d'urbanité. Ainsi, les définitions actuelles de « l'intra-urbain », de l'« inter-urbain », et même la distinction rigoureuse entre « l'urbain » et le « rural » ne semblent pas convenir à la réalité du terrain : les *vilas* de la colonie n'étaient pas murées et, dans le Minas Gerais, les limites de l'urbain étaient floues et mouvantes.

Bibliographie

- BAIROCH, Paul & al., *La population des villes européennes : banque de données et analyse sommaire des résultats : 800-1850*, Genève, Droz, 1988.
- BEGARD, Laird, *Slavery and the Demographic and Economic History of Minas Gerais, Brazil, 1720-1888*, Cambridge University Press, 1999.
- BLUTEAU, Raphael, *Vocabulário português e latino, aulico, anatômico, cómico, critico, chimico, dogmático, dialetico, & Autorizado com exemplos dos melhores escriptores portugueses e latinos; e offerecido a el rey D. João v*, Coimbra, Collegio das Artes da Companhia de Jesus; Lisboa, Officina de Pascoal da Sylva, 1712-1721, 8 vol.
- BOSCHI, Caio, *Achegas à História de Minas Gerais (séc. XVIII)*, Porto, Universidade Portucalense, 1994.
- BRUNET, Roger, FERRAS, Robert & THÉRY, Hervé, *Les mots de la géographie, dictionnaire critique*, Montpellier-Paris, Reclus-La Documentation Française, 3^e édition, 1993.
- CARDOSO, Luiz, *Diccionario geografico, ou noticia historica de todas as cidades, villas, lugares... de Portugal e Algarve*, Lisboa, Regia Officina Sylviana, 1747-1751, 2 vols.
- CARVALHO, Theophilo Feu de, *Comarcas e termos. Creações, suppressões, encorpora-*

92. DAMASCENO FONSECA, C., 2003, chapitres v et vi.

- ções e demembramentos de comarcas e termos em Minas Geraes (1709-1915)*, Belo Horizonte, Imprensa Oficial do Estado de Minas Gerais, 1922, p. 71-100.
- CAVALCANTI, Nireu, *O Rio de Janeiro Setecentista*, Rio de Janeiro, Jorge Zahar, 2004.
- CLARK, Peter (ed.), *Small Towns in Early Modern Europe (Themes in International Urban History)*, Paris/Cambridge, Maison des Sciences de l'Homme/University of Cambridge Press, 1995.
- , *The Cambridge urban history of Britain*, vol. II, 1540-1840, Cambridge University Press, 2000.
- Código Costa Matoso*, Belo Horizonte, Fundação João Pinheiro, 1999.
- COSTA, Iraci del Nero da, *Populações Mineiras. Sobre a estrutura populacional de alguns núcleos mineiros no alvorecer do século XIX*, São Paulo, IPE/USP, 1981.
- COSTA, Iraci del Nero da & VIDAL, Francisco Vidal, « Profissões, atividades produtivas e posse de escravos em Vila Rica no alvorecer do século XIX », in *Minas Colonial : Economia & Sociedade*, São Paulo, FIEP/Pioneira, 1982, p. 57-77.
- COSTA, Antonio Carvalho da, *Corografia Portuguesa e Descrição Topográfica do Famoso Reyno de Portugal, com as noticias das fundações das Cidades, Villas & Lugares que contem*, Lisboa, 1706, 3 vol.
- COUTO, José Vieira, « Memória sobre a capitania de Minas Gerais. Suas descrições, ensaios e domicílios próprios. À maneira de itinerário », in *Revista do Arquivo Público Mineiro*, X, 1905, p. 55-166.
- DAMASCENO FONSECA, Claudia, *Des terres au villes de l'or. Pouvoirs et territoires urbains au Minas Gerais (Brésil, XVIII^e siècle)*, Paris: Publications du Centre Culturel Calouste Gulbenkian, 2003.
- , « Cidades et villes cathédrales dans l'outremer portugais : le cas de Mariana », *Histoire Urbaine*, n° 9, avril 2004, p. 47-64.
- DAMASCENO FONSECA, Claudia & VENÂNCIO, Renato, « Vila Rica : prospérité et déclin urbain dans le Minas Gerais (XVIII^e-XX^e siècles) », in Laurent VIDAL (éd.), *La ville au Brésil (XVIII^e-XX^e siècles) : naissances, renaissances*, Paris, Éditions des Indes Savantes, 2008, p. 179-204.
- DINIZ, Silvio Gabriel, *Pesquisando a história de Pitangui*, Belo Horizonte, s.n., 1965.
- IGLÉSIAS, Francisco, « Minas Gerais » in S. Buarque HOLANDA DE (éd.), *História Geral da Civilização Brasileira*, São Paulo, Difel, 1960, t. II, vol. 2, p. 364-382.
- LAMARRE, Christine, « La ville des géographes français de l'époque moderne, XVII^e-XVIII^e siècles », *Genèses, Les mots de la ville*, n° 33, décembre 1998, p. 4-27.
- LEPETT, Bernard, « L'évolution de la notion de ville d'après les tableaux et descriptions géographiques de la France (1650-1850) », *Urbi*, n° 2, décembre 1979, p. XCIX-CVII.
- , *Les villes dans la France moderne (1740-1840)*, Paris, Albin Michel, 1988.
- LIBBY, Douglas Cole, « Novas considerações sobre a protoindustrialização mineira nos séculos XVIII e XIX », in *Revista do Departamento de História*, Belo Horizonte, UFMG, n° 9, 1989, p. 149-160.
- MONTEIRO, Nuno Gonçalo, « Os Concelhos e as Comunidades », in José MATTOSO (éd.), *História de Portugal, O Antigo Regime*, Lisbonne, Editorial Estampa, 1993, vol. 4.
- MORSE, Richard M. (ed.), *The urban development of Latin America, 1750-1920*, Stanford, Center for Latin American Studies, 1971.

- NASH, Gary B, « The Social Evolution of Preindustrial American Cities, 1700-1820 », *Journal of Urban history*, 13(2), 1987, p. 115-145.
- OLIVEIRA, César (éd.), *História dos Municípios e do poder local (dos finais da Idade Média à União Europeia)*, Lisbonne, Círculo de Leitores, 1996.
- OZOUF-MARIGNIER, Marie-Vic, *La formation des départements. La représentation du territoire français à la fin du XVIII^e siècle*, 2^e Éd., Paris, Ed. de l'EHESS, 1992.
- PINTO, Luiz Maria da Silva, « Relação das cidades, Villas e Povoações da Província de Minas Gerais com declaração do número de fogos de cada uma (1830) », *Revista do Arquivo Público Mineiro*, II, 1897, p. 18-28.
- PINOL, Jean-Luc, (éd.), *Atlas historique des villes de France*, Paris, Hachette, 1996.
- POUSSOU, Jean-Pierre & LOUPÈS, Philippe (éd.), *Les petites villes du Moyen Âge à nos jours*, Paris, Ed. CNRS, 1987.
- PUMAIN, Denise & ROBIC, Marie-Claire, « Théoriser la ville », in Pierre-Henry. DERYCLE, Jean-Marie HENRIOT & Denise PUMAIN, (éds), *Penser la ville*, Paris, Anthropos, 1994, p. 107-162.
- PUMAIN, Denise & ROBIC, Marie-Claire, « Réseaux urbains : des mots aux choses », *Urbanisme*, n° 304, janvier/février 1999, p. 72-80.
- ROCHA, José Joaquim da, *Geografia Histórica da Capitania de Minas Gerais*, Belo Horizonte, Fundação João Pinheiro, 1995.
- RUSSELL-WOOD, Anthony John Russell, « Local Government in Portuguese America: a study in cultural divergence » in *Comparative Studies in Society and History*, Cambridge University Press, vol. 16, n° 2, mars 1974, p. 187-231.
- SAINT-HILAIRE, Auguste DE, *Voyages dans l'intérieur du Brésil, Première partie, Voyage dans les Provinces de Rio de Janeiro et de Minas Gerais*, Paris, Grimbart et Dorez, 1830, 2 t.
- , *Voyages dans l'intérieur du Brésil, Seconde partie, Voyage dans le District des Diamants et sur le Littoral du Brésil*, Paris, Librairie Gide, 1833, 2 t.
- SERRÃO, José Vicente, « População e rede urbana nos séculos XVI-XVIII » in César OLIVEIRA, *História dos Municípios e do poder local*, Lisbonne, Círculo de Leitores, 1996, p. 63-77.
- SILVA, Ana Cristina Nogueira da, & HESPANHA, António Manuel, « Percepção do espaço e reformas », in José MATTOSO (éd.), *História de Portugal*, Lisbonne, Estampa, 1993, vol. IV, p. 43-47.
- SILVA, Ana Cristina Nogueira da, *O modelo espacial do Estado Moderno - Reorganização territorial em Portugal nos finais do Antigo Regime*, Lisboa, Editorial Estampa, 1998.
- SONKOLY, Gabor, « Comment définir une hiérarchie urbaine ? La Transylvanie de 1750 et 1857 », *Cahiers du Centre de Recherches Historiques* [Hommage à Bernard Lepetit], octobre 1996, n° 17, p. 163-171.
- SOUZA, Laura de Mello, *Os Desclassificados do ouro. A pobreza mineira no século XVIII*, 3^e éd., Rio de Janeiro, Graal, 1990.
- VASCONCELLOS, Sylvio de, « A arquitetura colonial mineira », in *I Seminário de Estudos Mineiros*, Belo Horizonte, Imprensa da Universidade de Minas Gerais, 1957, p. 59-78.
- Visitas Pastorais de Dom Frei José da Santíssima Trindade (1821-1825)*, Belo Horizonte, Fundação João Pinheiro, 1998.